

Unité départementale du Rhône  
5 Place Jules Ferry  
69006 Lyon

Lyon, le 11/02/2026

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/12/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **BioMerieux SA**

376 Chemin de l'Orme  
69280 Marcy-L'étoile

Références : UDR-SSDAS-26-11-AJ  
Code AIOT : 0006103643

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/12/2025 dans l'établissement BioMerieux SA implanté 376 Chemin de l'Orme 69280 Marcy-l'Étoile. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection, initialement programmée, intervient à la suite de deux incidents ayant entraîné un déversement de sérum humain dans le réseau d'eaux usées vers la STEP de Pierre-Bénite le 5 novembre 2025 puis d'un déversement de sérum humain, d'eaux usées et de javel dans le réseau d'eaux pluviales vers l'étang de Lacroix-Laval.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BioMerieux SA
- 376 Chemin de l'Orme 69280 Marcy-l'Étoile
- Code AIOT : 0006103643

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site BIOMERIEUX de Marcy l'Étoile est spécialisé dans la fabrication de réactifs nécessaires à la réalisation de tests biologiques, destinés à être utilisés par les différents systèmes de diagnostics in vitro conçus, développés et commercialisés par BIOMERIEUX. Le site est classé à autorisation pour la rubrique 2681 (mise en œuvre de micro-organismes naturels pathogènes dans des installations de production industrielle).

#### **Contexte de l'inspection :**

- Pollution

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Déchets
- Eau de surface

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative	AP Complémentaire du 29/11/2013, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
2	Liste micro-organismes pathogènes	AP Complémentaire du 29/11/2013, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
3	OGM - Décision de classement du Haut Conseil en Biotechnologie	AP Complémentaire du 29/11/2013, article 5.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
4	OGM viables hors confinement	Arrêté Ministériel du 02/06/1998, article 10.7	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
6	Accident Sérum Humain	AP Complémentaire du 10/11/2015, article 7	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	DASRI	AP Complémentaire du 29/11/2013, article 4	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

### L'exploitant doit transmettre les éléments suivants:

- un porter à connaissance décrivant l'ensemble des activités présentes actuellement sur le site, ainsi que l'ensemble des micro-organismes naturels pathogènes présents ou susceptibles d'être présents sur le site, leur classe de confinement ainsi que l'impact sur l'environnement des agents n'étant pas autorisés actuellement;
- le récépissé de la déclaration d'utilisation des OGMs pour la prochaine période de 5 ans, y compris le dossier technique, ainsi que le récépissé de la demande d'agrément de l'installation ;
- le fichier de suivi OGMs contenant la liste à jour des OGMs actuellement utilisées à des fins de production industrielle sur le site ;
- l'analyse de risque des OGMs utilisées à des fins de production industrielle, sur l'environnement (impact éventuel sur l'eau, l'air, etc.) et la santé publique, et une mise à jour du tableau d'auto-évaluation ;
- les analyses mensuelles des effluents liquides permettant de rechercher la présence de micro-organismes génétiquement modifiés viables ;
- les résultats de l'analyse des prélèvements d'eau dans l'étang, et les tests d'étanchéité par mise en eau sur 24h des bassins de rétention Nord et Sud.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/11/2013, article 2				
Thème(s) : Situation administrative, Activités ICPE				
Prescription contrôlée :				
Rubrique ICPE	Désignation des activités	Nature et volume des activités	Bâtiment	Régime
2681	Mise en oeuvre de micro-organismes naturels pathogènes dans des installations de production industrielle.	Mise en oeuvre de: <ul style="list-style-type: none"><li>• bactéries de groupe 1, 2 et 3*</li><li>• virus de groupe 2</li><li>• parasites de groupe 2 et 3*</li></ul>	Bât. 13 et 15	A

1185-2a	Emploi dans des équipements clos en exploitation de gaz à effet fluorés visés par le règlement (CE) n°842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n°1005/2009 (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2kg, la quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg.	Equipements frigorifiques Quantité cumulée de fluides: 2170kg	/	DC
1510-3	Stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des Entrepôts couverts : Stockage de matières combustibles	Volume de 30000m <sup>3</sup> Quantité de matières, produits ou substances combustibles: 900 tonnes	Bât. 25/25b	DC

	combustibles dans un entrepôt de volume égal à 30000m <sup>3</sup> , la quantité maximale de combustibles présente dans les bâtiments concernés étant de 900 tonnes			
2680-1	Installations où sont utilisés de manière confinée dans un processus de production industrielle des organismes génétiquement modifiés.	Utilisation d'organismes génétiquement modifiés de classe de confinement 1	Bât. 13	D
2910-A2	Installation de combustion	4 groupes électrogènes d'une puissance thermique totale de 4,65 MW	Bât. 11	DC
2921.2	Installation de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air du type circuit primaire fermé	6 Tours aéroréfrigérantes	/	D
2925	Ateliers de charge d'accumulateurs	Puissance maximale du courant continu utilisable étant	Bât. 10, 25, 36, 40 et 47	D

		utilisable étant de 297 kW		
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis plusieurs documents en amont de l'inspection recensant l'ensemble des onduleurs, des groupes électrogènes et des cuves associées, ainsi que des équipements frigorifiques. L'inspection constate des modifications concernant l'ensemble des rubriques actuellement autorisées depuis l'arrêté préfectoral du 10 novembre 2015 et pouvant nécessiter une mise à jour de l'arrêté préfectoral, notamment l'arrêt des TAR en 2016.				
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b>L'exploitant doit déposer un porter à connaissance décrivant l'ensemble des activités présentes actuellement sur le site.</b> Ce porter à connaissance devra faire un état des lieux de l'installation au regard des différentes réglementations relatives aux activités ICPE. Il est notamment demandé à l'exploitant de se positionner au regard des rubriques 1436, 4330 et 4734 concernant le stockage de liquide inflammable.				
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites				
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant				
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois				

## N° 2 : Liste micro-organismes pathogènes

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 29/11/2013, article 3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Risques biologiques
<b>Prescription contrôlée :</b>  Liste des micro-organismes pathogènes autorisés à être mis en oeuvre dans des installations de production industrielle sur le site de BIOMERIEUX à Marcy-l'Etoile.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis la liste des micro-organismes pathogènes en amont de l'inspection. Cette liste recense des micro-organismes pathogènes ne figurant pas dans l'APC du 29/11/2013, notamment de nombreuses bactéries, le parasite Sarcocystidae Toxoplasma gondii et la cellule EXPI293F. A ce titre, un porter à connaissance avec une évaluation des impacts aurait dû être transmis à Madame la Préfète et à l'inspection.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b>Le porter à connaissance demandé au point précédent devra également recenser l'ensemble des micro-organismes naturels pathogènes présents ou susceptible d'être présents sur le site, leur classe de confinement ainsi que l'impact sur l'environnement des agents n'étant pas autorisés actuellement.</b>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 3 : OGM - Décision de classement du Haut Conseil en Biotechnologie**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 29/11/2013, article 5.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Décision de classement du Haut Conseil en Biotechnologie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les organismes génétiquement modifiés autorisés à être utilisés de manière confinée dans un processus de production industrielle sont limités aux projets figurant en annexe 2 du présent arrêté.</p> <p>Pour l'ensemble des projets figurants à l'annexe "2" (ndiic) du présent arrêté, ayant bénéficié d'une décision d'agrément en date du 12 juin 2008 ou d'un récépissé de déclaration du 27 mars 2013 délivré par le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées, dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, une copie des dossiers transmis au Ministère de l'enseignement supérieur et de la Recherche accompagnée de la décision de classement du Haut Conseil en Biotechnologie ; la décision de classement délivrée par le Haut Conseil en Biotechnologie devant correspondre aux activités menées sur le site à des fins industrielles.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection constate que la procédure de déclaration des OGMs a évolué, et qu'en conséquence, dès lors qu'une installation a été agréée, de nouvelles utilisations confinées d'OGMs de classe 1 peuvent être entreprises sans réitérer de déclaration en ayant néanmoins effectué une analyse de risque sur l'environnement et la santé publique.</p> <p>L'exploitant a transmis le récépissé de déclaration d'utilisation des OGMs enregistré dans le dossier DUO n°9520, datant du 14 décembre 2021 ainsi que le dossier technique du projet n°7637 (numéro DUO) datant du 27 mars 2013.</p> <p>En outre, l'exploitant a transmis le fichier d'auto-évaluation des OGMs de classe I utilisés en R&amp;D ainsi que le fichier de suivi OGM assurant la traçabilité entre le service R&amp;D, le transfert en production industrielle et l'information à l'inspection des installations classées.</p> <p>L'inspection constate que l'exploitant utilise plusieurs OGMs ne figurant pas dans la liste des OGMs autorisés par l'arrêté préfectoral pour les projets n°7637 et n°9520 (numéro DUO). Le tableau de suivi indique également que l'exploitant utilise 2 OGMs « <i>Beta lactamase 1</i> » et « <i>RT5</i> » à des fins de production industrielle, resp. depuis le 11 octobre 2024 et le 3 février 2025, qui ne sont pas intégrés dans un projet déclaré auprès du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche d'après le tableau de suivi.</p> <p>L'inspection constate que l'exploitant a classé tous les OGMs utilisés en production en groupe 1 dans le fichier de suivi OGMs. Cependant, aucun OGM apparaissant en production dans le suivi OGM n'est renseigné dans le tableau d'auto-évaluation, seuls les OGMs utilisés pour la recherche (R&amp;D) sont renseignés dans ce tableau également classés en groupe 1 par l'exploitant.</p>



<p>L'inspection constate que l'exploitant indique utiliser les OGMs à des fins de production industrielle dans la salle 026 du bâtiment 13 qui est actuellement agréée pour les projets n°7637 et n°9520 d'après le fichier de suivi OGM.</p> <p>L'inspection rappelle que l'exploitant est tenu a minima de constituer et de tenir à disposition de l'autorité administrative compétente un dossier d'évaluation des risques pour la santé humaine et l'environnement pour chaque nouvelle utilisation confinée d'OGMs. A ce titre, le tableau d'auto-évaluation et le fichier de suivi OGM à des fins de production industrielle sont non-conformes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pas d'analyse des risques des OGMs utilisés actuellement en production industrielle dans le tableau d'auto-évaluation, ce dernier étant utilisé uniquement par la R&amp;D de l'exploitant</li> <li>- le tableau d'auto-évaluation ne permet pas de réaliser une analyse des risques sur l'environnement au regard de la réglementation ICPE.</li> </ul> <p>En outre, l'inspection rappelle que le préfet demeure l'autorité compétente en matière d'utilisation confinée d'OGMs à des fins de production industrielle conformément à l'article R532-25 du code de l'environnement.</p> <p><b>A ce titre, l'exploitant doit transmettre un porter à connaissance comprenant son analyse de risque lors de nouvelles utilisations confinées d'OGMs à des fins de production industrielle en cas de modifications <u>notables</u> sur la santé humaine et l'environnement</b> en indiquant explicitement les nouveaux OGMs concernés.</p> <p>Ce porter à connaissance devra préciser les zones de stockage, les zones d'utilisation, les zones de transfert ainsi que les impacts sur la santé humaine et l'environnement.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b><u>L'exploitant doit transmettre dans un délai de 2 mois les éléments ci-dessous :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le récépissé de la déclaration d'utilisation des OGMs pour la prochaine période de 5 ans, incluant le dossier technique qui doit mentionner une utilisation à des fins de production industrielle comme indiqué lors de l'inspection ;</li> <li>• le récépissé de la demande d'agrément de l'installation ;</li> <li>• le fichier de suivi OGMs contenant la liste à jour des OGMs actuellement utilisées à des fins de production industrielle sur le site ;</li> <li>• l'analyse de risque des OGMs utilisées à des fins de production industrielle, sur l'environnement (impact éventuel sur l'eau, l'air, etc.) et la santé publique, le tableau d'auto-évaluation devra indiquer explicitement ces OGMs.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>
<p><b>N° 4 : OGM viables hors confinement</b></p>
<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/06/1998, article 10.7</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, OGM viables hors confinement</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p>

L'exploitant doit être en mesure, si nécessaire, de vérifier la présence d'organismes génétiquement modifiés viables en dehors du confinement.
<b>Constats :</b>  L'exploitant ne réalise pas d'analyse des effluents aqueux visant à rechercher des OGMs viables conformément à l'article 10.10 de l'arrêté du 2 juin 1998.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant réalisera sous 3 mois les analyses mensuelles des effluents liquides permettant de rechercher la présence de micro-organismes génétiquement modifiés viables pendant la période d'utilisation du micro-organisme génétiquement modifié.  La méthodologie validée retenue permettant de vérifier la présence de micro-organismes génétiquement modifiés viables sera tenue à disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 5 : DASRI

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 29/11/2013, article 4
<b>Thème(s) :</b> Autre, Zone de stockage DASRI
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Les déchets contenant des micro-organismes pathogènes du groupe 3* visés dans la liste de l'article 3 du présent arrêté pour lesquels l'exploitant doit respecter l'ensemble des dispositions prévues dans l'analyse de risque réalisée en date du 22 février 2013 et en particulier les dispositions suivantes: <ul style="list-style-type: none"> <li>• les fûts de DASRI sont conformes à la norme NFX 30-505</li> <li>• [...]</li> <li>• la manipulation de ces fûts avec des engins de manutention à fourche levable est interdite</li> <li>• la manipulation des fûts n'est autorisée que pour les activités suivantes: <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ transfert des fûts du laboratoire de production vers la zone de stockage des DASRI dédiée, grillagée et fermée à clé</li> <li>◦ placement des fûts dans des GRV DASRI sur roulettes avec un système de fermeture robuste</li> </ul> </li> <li>• la manipulation des GRV n'est autorisée: <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ qu'après fermeture hermétique de ces derniers</li> <li>◦ [...]</li> <li>◦ que pour le chargement des GRV dans le camion de transport à destination de l'installation d'élimination des DASRI (unité d'incinération)</li> </ul> </li> </ul>
<b>Constats :</b>

<p>L'inspection a constaté sur site que les DASRI sont bien stockés dans une zone dédiée, grillagée et fermée à clé dans des GRV sur roulette avec un système de fermeture robuste.</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir le justificatif attestant de la conformité des fûts à la norme NF X 30-505 ; toutefois, les fûts observés le jour de l'inspection correspondaient à des contenants DASRI usuels et ne suscitaient pas de vigilance ou de remarque particulière</p> <p>La collecte/transport est réalisée 3 fois par semaine par l'entreprise Séché qui fournit les bordereaux en format papier. L'exploitant indique que l'entreprise Séché n'utilise pas à ce stade la plateforme Trackdéchets.</p> <p>L'inspection rappelle toutefois que la dématérialisation des bordereaux via Trackdéchets est fortement recommandée et que son caractère obligatoire pour les déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés (DASRIA) est annoncé à court terme, dans le cadre de l'évolution réglementaire prévue courant 2026 par le Ministère des Solidarités et de la Santé.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>L'exploitant doit transmettre dans un délai d'un mois les justificatifs de la conformité des fûts DASRI à la norme NFX 30-505 ou toute norme équivalente (e.g. NF EN ISO 23907-1).</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant d'engager, en lien avec son prestataire, une démarche visant à l'utilisation de Trackdéchets afin d'anticiper la future réglementation et de faciliter sa mise en conformité.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 6 : Accident Sérum Humain

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 10/11/2015, article 7</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Etanchéité du bassin de rétention Nord</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Chaque bassin est équipé d'une vanne de barrage actionnable en toute circonstance localement, afin de pouvoir confiner, en tant que de besoin, le premier flot d'eaux pluviales, un épandage de produits polluants ou les eaux d'extinction d'incendie. Les conditions de manœuvre de ce dispositif seront prévues dans le POI et un affichage clair est disposé à proximité immédiate de la vanne.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Un incident s'est produit le 5 novembre 2025 sur le site de l'exploitant qui a contacté l'inspection le jour même ainsi que la Métropole de Lyon et la commune de Marcy, puis l'ARS le 7 novembre.</p> <p>L'exploitant a détecté à 08h27 un déversement accidentel de 60 litres de sérum humain dans le réseau d'eaux usées. Il estime que ce déversement s'est produit entre 8h10 et 8h20 depuis le bâtiment 08 jusqu'au bassin de neutralisation pH situé au niveau du bâtiment 62/37. Ce bassin procède à un rejet régulier automatique par batch et environ 3m<sup>3</sup> d'effluents contenant du sérum humain ont été rejetés vers le réseau d'eaux usées de la Métropole de Lyon entre 08h21 et 08h26.</p> <p>A 09h00, l'exploitant a donné la consigne à la maintenance générale de stopper les rejets des</p>

eaux usées depuis le bâtiment 62/37 et a évalué le risque biologique du sérum à un niveau 2 (négatif sur HIV, hépatites et syphilis mais non désactivé) dont le rejet à l'égout est interdit.

L'exploitant a alors recherché des entreprises prestataires en mesure de pomper le bassin d'acidification sans solution acceptable du point de vue de l'exploitant (délai de plusieurs jours avant intervention). La société RAY assainissement proposait une solution de pompage vers un tank stocké sur site mais en inspection l'exploitant indiquait avoir des doutes sur les capacités de l'entreprise à collecter les DASRI.

Le chrono de l'exploitant indique néanmoins que cette solution n'a été retenue en raison du délai d'intervention de 1h30 jugé trop long.

L'exploitant a finalement décidé de transférer, confiner et évacuer en déchet dangereux ses eaux usées, dont les eaux du bassin d'acidification, vers le bassin d'eau pluviale Nord à 12h15 et de décontaminer le bassin d'acidification et les réseaux depuis le bâtiment 08 par 10L de javel à 36 % et 40L de javel à 9,6 % à 15h17.

L'exploitant a présenté une vidéo du rejet des eaux usées vers le bassin d'eau pluviale lors de l'inspection montrant des eaux relativement claires. L'exploitant a évalué que les causes probables de cet incident étaient (i) l'absence de consigne attestant la bonne procédure du transfert, (ii) l'ouverture par défaut du rejet à l'égout et (iii) l'absence de consigne d'urgence pollution en cas de déversement accidentel.

Un 2ème incident a été constaté par l'exploitant le 6 novembre 2025 vers 10h10 sur le bassin de rétention des eaux pluviales qui contenait environ 60m<sup>3</sup> d'eaux usées dont notamment le sérum humain et la javel. Ces eaux usées ont été déversées accidentellement dans le réseau d'eau pluviale dont l'exutoire est l'étang du domaine Lacroix-Laval depuis 2019 à la suite des travaux réalisés par la Métropole de Lyon (cf. chapitre 2.4 du PAC Gestion des eaux pluviales du site daté d'août 2023).

L'exploitant a indiqué avoir procédé à plusieurs vérifications :

- fermeture de la vanne du bassin : le bouton d'arrêt d'urgence en façade de l'armoire électrique était cadénassé (photo du cadenas présentée lors de l'inspection) ;
- confirmation du maintien de la fermeture de la vanne auprès du poste de sécurité ;

L'exploitant a indiqué qu'une vérification trimestrielle du dispositif de fermeture du bassin est réalisée par la maintenance mais que la vérification se fait depuis une plateforme sans possibilité de visualiser directement la vanne. L'exploitant a indiqué que cet incident est dû à un désaccouplement mécanique du système de fermeture du bassin et à une désolidarisation de l'ensemble en raison de l'absence de liaison mécanique, ainsi qu'à l'absence de témoin permettant de visualiser la fermeture du système de fermeture. **L'inspection constate néanmoins qu'un contrôle visuel de la fermeture effective du dispositif de confinement du bassin aurait dû être réalisé afin de s'assurer du confinement des eaux usées.**

L'exploitant a réalisé des fiches de résolution de problème pour les 2 incidents ainsi qu'un chrono des constats et actions menés pour le 1<sup>er</sup> incident.

L'exploitant a proposé les actions préventives et correctives suivantes dans les fiches de résolution de problème :

- 1<sup>er</sup> incident :
  - réaliser une procédure pour vérifier le bon déroulement de l'étape de transfert du produit de la cuve au dialyseur avant de les sortir de la zone (délai : 30/01/2026),
  - ajouter la consigne de mettre l'obturation dans le caillebotis en continu et de le retirer uniquement lors des rejets souhaités (délai : 30/01/2026),
  - fermer les caillebotis de l'ensemble de la zone de dialyse (délai : 30/03/2026),
  - mettre en place des consignes d'urgence pollution claires dans les locaux avec risque de déversement (délai : 30/12/2025),
  - ajouter des informations concernant les risques environnementaux lors de la formation risque biologique (délai : 30/06/2026) ;
- 2<sup>ème</sup> incident :
  - solidariser l'ensemble du système de fermeture du bassin de rétention des eaux pluviales afin d'empêcher un déboîtement du système,
  - ajouter un miroir pour contrôler visuellement l'état de fermeture de la vanne,
  - ajouter une vérification des joints et graissage des organes en mouvement.

L'inspection a constaté une défaillance du système de confinement du bassin Nord ne permettant pas de garantir l'absence de rejet vers le milieu naturel.

A la demande de l'inspection, l'exploitant a réalisé une analyse des eaux de l'étang du Parc de Lacroix-Laval à la recherche de polluants, d'agents microbiologiques et de javel.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**L'exploitant transmettra à l'inspection les résultats de l'analyse des prélèvements d'eau dans l'étang sans délai.** La caractérisation de l'infraction de pollution des eaux (art. L216-6) est suspendue à l'interprétation des résultats d'analyses d'eau et de l'état du milieu récepteur.

**L'exploitant réalisera également des tests d'étanchéité par mise en eau sur 24h des bassins de rétention Nord et Sud et transmettra les résultats à l'inspection sans délai.** Ces tests d'étanchéité devront être réalisés tous les ans.

**Enfin, l'exploitant réalisera l'ensemble des actions préventives et correctives qu'il a définies dans les fiches de résolution de problème.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 15 jours

